

# Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)  
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN  
123, rue Montmartre, Paris (2°)

## ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## La voix du maître

L'homme qu'ils attendent est revenu. Et à son appel sont accourus de toutes parts les chiens jappants, qui espèrent de la curée quelques reliefs.

Il a parlé. Sa langue qui claqué sur les faces et les dos comme une lanterne a rassemblé autour de lui la meute frémissante. La parole du maître sifflait dans l'air au-dessus des têtes, des têtes prêtes à se courber.

Ce banquet prétexte, signal de toute une nouvelle ruée vers le pouvoir, était placé sous la fallacieuse invocation de la Justice.

Si cette manifestation n'avait été, comme on l'a voulu faire croire à certains qui s'y sont laissés prendre, qu'une réparation publique d'une injustice que personne ne songe plus guère à nier, nous n'eussions pu que l'approuver ou nous taire.

Un banquet non pas politique, a cru devoir préciser Victor Basch au début précautionneux de son discours, mais un banquet pour la Justice !

Pas un banquet politique celui dont le héros, ancien président du Conseil, profite pour lancer tout un programme de gouvernement ! Pas un banquet politique celui à propos duquel l'Ere Nouvelle, organe officiel du caillautisme, ressusciterait le souvenir de la campagne de banquets de 1848 !

Si c'était la Justice que la « Ligue des Droits de l'Homme » entendait fêter par ces agapes républicaines que n'y avait-elle convié toutes les victimes de la période noire du clémencisme mendélien ? Et toutes les victimes, toutes : et Cottin, et Jeanne Morand, et Gaston Rolland, et Bouvet et les victimes des conseils de guerre, ou, en leur mémoire, leur famille. Et les déserteurs amnésités et tous ceux qui sont vraiment, plus que des anciens ministres de la troisième république, la sanglante, des innocents.

Mais c'était un banquet politique. C'était la rentrée de celui que ses zélés vauriens n'appellent que le Président.

Triste suite de clients qu'il traîne après lui comme un boulet, aventuriers aux petits pieds qui cherchent un chef de bande.

C'était hier, je vous le dis, la naissance de César.

Nous ne marchons pas. Avant que César n'ait atteint la majorité il faut tuer César. Qu'il se rassure. Il serait trop heureux de pouvoir crier à la provocation au meurtre. Mais pour moi le meurtre des hommes ne tue pas l'idée. C'est l'idée Caillaux qu'il faut assassiner.

C'est à cela que les libertaires et tous les révolutionnaires doivent s'employer. A l'agitation du caillautisme doit répondre l'agitation révolutionnaire. A la campagne du maître, la campagne des révoltés par avance, contre lui comme contre les autres. Le caillautisme : c'est un fascisme. Voilà pourquoi.

Caillaux dédaignant avec hauteur les souffrances d'une bien douce captivité, endurées depuis sa condamnation, ne veut poser à ses adversaires de droite qu'une question : Qu'avez-vous fait de la France ?

Et il lui est facile de dresser le bilan de leur nationalisme aveugle.

A notre tour, nous demandons à celui que certains nomment déjà le maître de demain :

— Que ferez-vous de la France : Son discours et sa vie passée répondent.

L'homme qu'on veut hisser sur le pavois quel est-il ?

C'est un grand bourgeois imbu des préjugés les plus lointains contre la masse. Il allie à une culture de privilège et à une habitude de pensée d'administrateur et de financier, le tempérament le plus autoritaire, le plus dictatorial, tel que la troisième République n'en a jamais connu, au temps même de Casimir-Périer, qui n'était à côté, qu'un petit garçon capricieux. Prêt à tout. A la plus haute fortune comme à la plus infamante disgrâce et préférant à tout, même à la richesse, la volupté du commandement.

Il se pose en Messie financier. Et je n'attendais pas moins de sa grande expérience que l'exposé de vues si originales que nos incompétences en eussent été éblouies comme d'un coup brusque de soleil après l'orage.

Je n'ai pas trouvé dans le discours de l'ex et futur grand argentier ces vues si simples et si vraies que le génie s'y révèle au moins prévenu.

Et qu'il est prudent ! Il sent trop bien lui-même, l'incertaine efficacité de ses desseins et leur instabilité même, pour y insister et les approfondir. Du coup il se laisse aller à l'optimisme : « Me satisfaisant de juger les choses de haut, je

me dis que, après tout, notre budget approche de l'équilibre s'il ne l'atteint pas... » M. Clémentel, voire de Lasteyrie auraient signé de ces phrases-là.

Mais admettons que Caillaux porte en les cellules lumineuses de son large cerveau la restauration des finances françaises et, du même coup, de l'Etat social chancelant.

Quelle vie nous serait faite ? Caillaux charge volontiers la guerre et ceux qui l'ont menée de la responsabilité du désordre économique mondial. Que le cataclysme sanglant ait précipité la catastrophe financière, c'est indubitable. La guerre suffit-elle à expliquer tout le malaise ?

Caillaux oublie-t-il que le début de la vie chère est antérieur à la guerre. Et qu'alors il était ministre, et que le char de l'Etat, pour parler comme un orateur de banquet démocratique, était déjà sur la pente fatale ?

Pour ne parler que de la France et oubliant dans son splendide isolement cette Amérique que le massacre a sauvée pour un temps, d'une incommensurable faillite.

Admettons donc, et ce serait beau, un retour à la situation d'avant-guerre. Quelle serait la politique intérieure du Caillautisme ?

On l'a vu à cette époque à l'état embryonnaire. Les promesses du discours de Magic-City passent en fruits amers l'avant-goût de ces fleurs.

Caillaux résume en deux mots lourds de sens sa tâche de demain : gouverner, récréer l'Etat. Gouverner, le fouet d'une main et la pâtée de l'autre :

D'abord redresser l'administration — gouverner dans le sens plein du mot — donner aux fonctionnaires la certitude que, si les fautes seront impitoyablement punies, les services seront largement reconnus — ne pas liardier sur les rémunérations.

Voilà qui est parler clair et net. Pour les fonctionnaires cela s'appelle servir. Les plus beaux temps de la dictature Poincaré-Clemenceau-Mandel, paraîtront doux alors aux fonctionnaires. Peut-être, ils les regretteront. Beau progrès !

Tout cela non seulement dans l'intérêt du plus grand nombre qu'il faut défendre contre les abus, mais dans l'intérêt d'un état social qu'il importe de sauvegarder !

Entendez-vous, libertaires, syndicalistes, révolutionnaires de tout ordre : l'intérêt d'un état social qu'il importe de sauvegarder !

Et il y avait des socialistes dans la salle et ils ne sont pas sortis. Quel aveu de leur part !

Et, comme les autres, en un paragraphe de démagogie bourgeoise, l'orateur agite le spectre rouge « qui se résoudrait, dit-il, en un bouleversement cathotique ».

Pensez-vous néanmoins que la manière forte répugnerait à ce démocrate ?

Faire revivre cette haute politique française à laquelle s'attachèrent tous ceux dont s'enorgueillit notre histoire.

Les uns et les autres, la Convention comme Richelieu, firent emploi de l'autorité. Enseignement qu'il faut retenir loin de le négliger. Un grand parti qui a charge de la démocratie a le devoir d'imposer sa volonté, la volonté du peuple souverain, le devoir d'exiger la collaboration, sans réserve, de tous ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur, représentent la Nation. Ne pas craindre de le dire et de le confier ses actes à ses paroles.

Voilà une franche menace. Caillaux, c'est le Messie de la société bourgeoise. C'est l'écraseur possible de la Révolution : c'est le grand restaurateur, le grand souteneur de l'Etat : c'est Mussolini !

Et que son programme de paix extérieure, qui n'est que de la prudence clairvoyante sur les résultats, ne nous illusionne pas.

Si la guerre européenne lui semble économiquement une folie, il ne renie pas la guerre tout court, le maniaque, hanté du spectre de Colbert qui s'écrie : « Une grande race, si elle ne veut déchoir, ne doit pas rétrécir le champ de sa vision à une petite portion de l'univers, qu'elle doit prendre position sur toutes les mers. »

Et maintenant je crie à tous les véritables révolutionnaires : alerte !

Le fascisme : le voilà ! C'est par ces soi-disant démocrates que viennent les réactions les plus féroces. Mussolini n'était pas un homme de droite. Le fascisme de droite s'unira au Caillautisme pour l'écrasement de la classe ouvrière et il y en a des indices.

Gustave Aymard de l'infécte Liberté terminait un article par ces mots : « Caillaux, c'est quelqu'un... »

Je vous l'ai dit : si vous laissez faire, mes frères ouvriers, c'est César.

Et puisque l'Ere Nouvelle rappelait, non sans maladresse, la série fameuse des banquets de 1848, rappelons, à notre tour à quoi elle devait aboutir :

A l'Empire !

PACROSS.

## Une nouvelle catastrophe minière

CENT QUARANTE-DEUX OUVRIERS ENSEVELIS

On mande de Sullivan (Indiana) qu'une violente explosion s'est produite ce matin dans une mine de charbon de la région. Cent quarante-deux mineurs sont ensevelis. Des équipes de volontaires précèdent en toute hâte aux travaux de sauvetage. Elles ont déjà remonté trente-cinq ouvriers vivants.

## La fermeture d'une usine met 12.00 ouvriers sur le pavé

Les usines de filature Unwin frères occupent, à Amiens, 1.200 ouvriers. Or, la semaine dernière, le personnel auquel la direction voulait imposer le travail au pièce, arrêta le travail pendant une demi-journée. Devant ce mouvement de grève, la direction céda. Aujourd'hui, l'on apprend que les usines viennent d'être fermées pour une durée indéterminée.

Est-ce une manœuvre ? C'est probable. N'ayant pu vaincre hier, les capitalistes se vengent aujourd'hui, en affamant la classe ouvrière.

## Accusés du meurtre d'un fasciste deux Italiens sont acquittés

Grenoble, 20 février. — Le 1er novembre dernier, dans le bassin minier de La Mure, un Italien fasciste était tué à coups de couteau. C'était Attilio Penna, 38 ans. Son cadavre fut trouvé le matin au milieu d'un chemin. Plusieurs Italiens furent arrêtés le lendemain ; la plupart furent remis en liberté et deux seulement ont comparu devant les Assises de l'Isère. Ils ont assisté au meurtre, mais la preuve de leur participation n'est pas faite.

Tous deux : Virgilio Alletto et Ernesto Maddalon, ont été acquittés.

## Comment on les désespère

Nous avons sous les yeux une carte de l'Assistance Publique, sur laquelle sont inscrits ces mots : « Refus. Ne veut pas que sa situation soit connue. »

Cela s'adresse à une pauvre jeune fille qui demandait un secours pour « femmes en couches ».

Elle avait quitté son village, se trouvant enceinte, pour fuir la colère des siens.

Elle arrivait à Paris, où elle attendait sa délivrance, en vivant de son travail. Hélas ! son tuteur a eu vite fait de lui dévorer son salaire !

Elle accouche à l'Hôtel-Dieu, le 16 novembre 1924, et fait sa demande à l'Assistance Publique. On lui refusa tout secours, sous le prétexte odieux « qu'elle ne voulait pas qu'on sache cela dans son village ».

Ignoble, n'est-ce pas ?

## LE FAIT DU JOUR

### Ils ne veulent pas désarmer

Le gouvernement américain a lancé l'idée d'une Conférence du désarmement, ce qui ne l'empêche aucunement, d'ailleurs, de construire du matériel et des navires de guerre.

Le gouvernement anglais adhère à cette proposition, mais il dépense cette année près de deux milliards de francs pour son aviation militaire et entretient à grands frais une marine puissante.

Le gouvernement japonais, lui, plus brutal, prétend qu'il lui faut flotte et armée pour défendre ses côtes et ses îles, et qu'il n'entend point les diminuer.

Le gouvernement français cache, derrière ses discours pacifistes, un esprit nationaliste bien connu.

Nous pourrions continuer la liste de ceux qui sont à la tête des nations. La paix, le désarmement, la fin des guerres ! Mais parfaitement ! Ils veulent tous cela. Mais, en attendant, ils entendent conserver intact leur militarisme. Dans les profondeurs de leur pensée, ils voudraient que les autres désarment, pour rester, eux, les plus forts.

Rien de tel que ces tractations diplomatiques pour voir clair dans la mentalité des gouvernants. Pas un ne cherche sérieusement et sincèrement à désarmer.

Et pourtant, si. Un jour viendra où les dirigeants consentiront à mettre à la vieille ferraille, les outils actuels de massacre. C'est quand on aura mis au point de nouveaux moyens de meurtre en grand : gaz asphyxiants, incendies ou électrocution, à distance, ou tous autres procédés aussi humanitaires.

Quand ceux qui dirigent les peuples renonceraient au militarisme, c'est qu'ils auraient trouvé quelque chose de plus expéditif et de plus efficace, tout plus vite et plus sûrement. N'est-ce pas une des conditions indispensables du pouvoir que d'avoir entre les mains l'outil de répression et de terreur contre les peuples tentés de se révolter ?

## Le docteur Closson en correctionnelle

Herriot, froussard et gaffeur, se fait le principal auxiliaire du fascisme dont il prépare les voies par sa répression contre les révolutionnaires qui sont les seuls à s'opposer énergiquement aux menées réactionnaires des Millerand, Castelnau et autres Taittinger.

A Toulouse et à Avignon, les Espagnols et les Italiens réfugiés en France pour fuir la tyrannie de Mussolini et de Rivera sont arrêtés et expulsés par la police du Bloc des Gauches.

A Marseille, après les provocations fascistes que l'on connaît et les bagarres qui furent l'œuvre des militaristes qui voudraient se rendre maître de la rue en France comme en Italie et en Espagne, le premier soin du gouvernement de M. Herriot fut de faire expulser les travailleurs étrangers qu'ils avaient arrêtés au cours de la soirée fameuse...

Combien de camarades ont reçu quelques coups dans les manifestations sans que l'on ait songé à poursuivre leurs agresseurs !... Mais on s'est empressé d'arrêter le Dr Closson et Raphaël Smaria accusés du crime d'avoir quelque peu manqué de respect à la soutane sacrée de l'abbé Chauvet, curé de Cuges.

L'instruction ouverte à ce sujet vient, nous annonce-t-on, d'être clôturée.

Et le juge d'instruction a conclu au renvoi devant le tribunal correctionnel où la machine à condamner fonctionne régulièrement.

Pendant ce temps-là les auteurs responsables de l'agression de Douarnenez peuvent parcourir le pays et faire librement la propagande du fascisme.

Herriot prépare les voies d'un Mussolini.

## Pour sauver le fascisme Farinacci prépare un « coup de force »

Nous ne sommes pas de ces optimistes qui voient le fascisme près de son déclin. Hélas ! il est encore fort, terriblement fort de la faiblesse du prolétariat italien.

Dernière Mussolini voici la stature menaçante d'un autre tyran, un tyran tout neuf prêt à remplacer le Duce, au jour de sa disparition, de sa fatigue ou d'une « gaffe » qui pourrait le rendre impopulaire... L'affaire Matteotti peut donc venir. Farinacci est là pour soutenir Mussolini et même, au besoin, se substituer à lui.

Le nouveau secrétaire du parti fasciste prend position très nettement et très vigoureusement, face à l'opposition, tremblante de peur.

Ecoutez le ton du directeur de *Cremona Nuova* : « Il est nécessaire, dit-il, pour cause de moralité politique, de prendre des mesures contre les députés de l'Aventin. Ils jouissent, les bras croisés, de l'indemnité et des autres avantages du mandat parlementaire. Il est indispensable de modifier le règlement et de déclarer déchus de leur mandat les députés qui, par parti pris, ne participent pas aux travaux parlementaires. »

« ...Le but, conclut Farinacci, n'est pas de faire rentrer par menaces les députés de l'Aventin à Montecitorio où on se passe très bien de leur présence, mais il faut mettre fin à cette comédie qui trompe le peuple et qui est une honteuse manœuvre contre la Constitution. »

Que vont faire les Parlementaires de l'opposition ? Vont-ils continuer à baisser la tête et à subir la violence ?

En attendant Farinacci se déclare prêt à un nouveau coup de force :

« Le fascisme, dit-il, doit compter uniquement sur ses propres forces. Je m'efforcerai d'employer à l'avenir dans toute l'Italie les méthodes fascistes de Crémone : honnêteté, grand désintéressement, favoriser le développement du syndicalisme et de la réorganisation fasciste des administrations communales et provinciales. Guerre aux arrivistes, aux adversaires et aux faux amis ! Mon premier appel aux fascistes italiens leur recommandera la discipline, la plus grande discipline... »

« Tous doivent rester spirituellement mobilisés » et obéir aux ordres donnés. Je suis convaincu que seulement par un acte de force le fascisme pourra assurer à la nation la tranquillité et la prospérité, ainsi que rendre inoffensifs nos ennemis intérieurs. Pour être victorieux, il faut que le fascisme conserve sa pleine efficacité. »

Ce n'est pas là, il nous semble, le ton d'un moribond. Le fascisme sera toujours victorieux, tant que le prolétariat s'abstiendra de violence et ne complètera que sur le verbalisme des parlementaires pour le libérer.

## La farine baisse, mais le pain reste cher

La réunion hebdomadaire de la Commission consultative a ramené, hier matin, le cours de la farine de 173 francs à 171 francs.

Joie ! Pas pour les consommateurs, mais pour les boulangers, car ceux-ci conserveront le droit de vendre le pain 1 fr. 60 jusqu'à ce que la farine descende à 167 francs. Et alors, s'il plait aux mercantis, nous payerons le pain un sou de moins. Mais, ça nous étonnerait.

## A la prochaine

Ici, comme dans certains journaux d'Angleterre et des Etats-Unis, on parle de la guerre qui pourrait survenir d'un ton mal-séant et évocateur : « la prochaine », dit-on, avec une ironie sadique. Et ces plumeux abominables n'hésitent pas à trouver cela tout naturel...

On ne peut songer sans épouvante que certains gens, certains esthètes qui mériteraient le fouet, osent parler des bienfaits de la guerre.

Inconcevable stupidité ! La guerre, c'est le mal à sa suprême puissance. La guerre, dans le creuset des vices humains, c'est l'allume-saie de leur mélange chimique.

Certains ont été jusqu'à rationner sur les modifications heureuses que la guerre pourrait faire subir à l'art et à la science...

Ah ! les ignobles dilettantes ! Les infâmes jongleurs de mots ! Puisque la guerre a entamé, dans des proportions incommensurables, le capital humain, elle a donc diminué — et je me place ici au point de vue bourgeois — le capital intellectuel. Beaucoup d'intelligences ont été tuées, et je ne vois vraiment pas comment leur richesse spirituelle aurait pu se déverser sur les survivants.

Les prétendues leçons de la guerre ne peuvent pas être utilisées. Ce sont des leçons de mort et de stérilité. Guerre c'est Fatalité. Guerre, c'est Anti-Raison et Anti-Intelligence. C'est la diabolique fureur de l'Argent déchaîné à la recherche d'une Table de Hasard.

La Guerre, c'est le jeu des riches avec des jetons humains de chair et de sang.

Lorsqu'on conduit les peuples à la tuerie, c'est du cabinet de la finance qu'on presse le bouton du déclenchement...

Et on ose parler, en des feuilles de mercantilisme et de ploutocratie, de « la prochaine », avec une abréviation de moquerie macabre, qui révèle la malaisance insupportable de certains cœurs humains !

N'est-ce pas désespérant ? Et les lecteurs de ces infâmes ne déchireront pas avec dégoût ces papiers criminels ! Et ils leur apportent, avec leurs quatre sous, les moyens de vivre et de répandre partout la peste et la lépre !

Ces jours-ci, vous avez pu le voir, les journaux étaient remplis de la découverte de ce chimiste allemand qui a inventé une poudre capable, sous un mince volume, de détruire des villes entières.

Certes, je ne puis croire qu'il trouvait des admirateurs, mais enfin on s'attardait, avec curiosité, avec complaisance, sur cette découverte qu'on qualifiait de géniale. Et cependant, les bourgeois capitalistes ont des tribunaux, n'est-ce pas, pour couper la tête aux tueurs de femmes et pour emprisonner les faux-monnayeurs ?

En Allemagne même, ne va-t-on pas livrer au bourreau ce Barbe-Bleu inventi qui suspendait des cadavres d'éphèbes aux crocs de ses boucheries ?

Pour réduire ces assassins scientifiques à l'impuissance, il faut à tout prix une alliance entre la pensée libertaire et la science pacificatrice.

La démente de la Guerre, et toutes les démenties issues de son commerce ignoble avec la ploutocratie démocratique et autocratique, sont le résultat final et purulent de l'égoïsme, de la soif dégradante d'excitations désordonnées, qui constituent pour la civilisation une menace épouvantable !

Il ne faut pas laisser la Science entre les mains des criminels du lucre et de l'autorité. Il faut enlever l'arme du progrès civilisateur aux brutes instruites qui veulent détruire la race et ses acquisitions !

Au moment où l'exégèse historique et biblique sape les fondements des religions, et saurait convaincre même un Blaise Pascal, s'il revenait parmi nous, qu'aucune preuve valable n'existe de la divinité et de la vérité des églises constituées, il faut que les hommes concentrent tous leurs efforts dans l'étude approfondie des lois naturelles et des mouvements de l'univers. Il faut que les hommes s'unissent pacifiquement et virilement pour se rendre maîtres de leur petite planète, afin de dompter ses forces ennemies et d'améliorer leur propre sort !

C'est ainsi qu'ils dissiperont les ténèbres de la Guerre, et qu'ils retrouveront les lumières vivantes de la poésie !

« L'homme est un Dieu tombé qui se souvient des cieux ! » chantait Lamartine, drapé dans le manteau romantique...

Non, adorable poète, l'homme est un dieu nouveau qui recherche les cieux !

A travers le chaos sanglant des âges, il avait découvert la consolation du rythme religieux qui berçait ses espérances et atténuait ses terreurs, mais qui n'empêchait nullement Cain revêtu de la bure ascétique de tuer Abel habillé de lin blanc et marqué du signe de la croix. Ensuite, peu à peu, de Prométhée jusqu'à Newton, il avait assésé le poulx du monde, et, dans une fièvre ardente, dans un amour toujours menacé, il était devenu un prospecteur hardi qui découvrait toujours des terres inconnues.

Mais ces terres continuaient à se joncher de cadavres, de plus en plus nombreux, à mesure que les instruments de mort devenaient de plus en plus perfectionnés...

Trouvons, frères humains, des terres libres pour vivre libres, où le cri de la machine ne soit pas un cri de douleur, où l'électricité ne soit pas le soleil des morts, où les images mouvantes du film ne nous offrent que des visions de beauté et de paix, où l'aile de l'avion ne brise qu'un éther rempli d'hymnes d'amour, où le convoi qui s'envole sur le rail de fer n'emporte que les fruits des champs et ne transporte pas de la poudre et des balles !

Ainsi nous chasserons l'angoisse de nos



coeurs et l'épouvante n'habitera plus nos esprits, devant ces espaces infinis dont nous réduirons tous les jours le mystère, dont nous dévoilerons sans répit les secrets...

Empêchons « la prochaine », la camarade, la hideuse, la barbare, de pointer à l'horizon mondial avec ses casques et ses mitraillesuses !

Opposons à la Science guerrière la Science pacifique. Ne permettons pas à la T.S.F. de transmettre des nouvelles et des ordres de mort et de carnage.

Que cette puissance souterraine du verbe invisible et voyageur devienne une puissance libertaire, qui n'apporte aux hommes que des paroles de paix et de libération !

Car si nous laissons les forces de progrès entre les mains de la ploutocratie savante et implacable, nous deviendrons bientôt des esclaves de l'espèce la plus vile et la plus dégradée, plus faibles et plus misérables que ceux de l'ergastule, des esclaves qu'on saurait conduire en troupeaux, dans des parcs, pour en faire l'aliment des autorités du monde nouveau, ainsi que le prophétisait Wells, lorsque les hommes déchus seraient entrés dans l'ère scientifique et barbare !

Guy SAINT-FAL.

## L'Evangile selon Saint-Herriot

En ce temps-là, Herriot disait à ses disciples : « Les cailloux que vous demandez, je vous les donnerai, et vous m'en aurez que par ma volonté. Je suis Lyonnais et je suis Edouard. J'ai déjà fait mes preuves de bon apôtre, une première fois lorsque j'étais au ministère... Mon succès fut considérable, puisque je fus jeté à la porte, et personne n'y trouva à redire. »

Pendant longtemps, on ne le revit plus. L'apôtre Edouard était à la recherche du bien-être du peuple et de son bonheur.

Ce même peuple, par le suffrage universel, rappela l'apôtre Edouard près de lui, en mai 1924. Cette fois-ci, le bon apôtre fit un serment solennel de grande envergure : il promit à ses ouailles le beurre et le pain quotidiens.

Il fut, parmi le peuple, choisi comme le meilleur, et il partit de Lyon. En partant, il s'était rencontré avec un capitaliste qui lui dit :

— Où vas-tu, Edouard ?  
— Je vais au ministère, où un devoir m'appelle, pour défendre les intérêts de ceux qui m'ont donné leur confiance.

— Vous avez raison, lui répondit le prince des Ventres-Dorés, mais réfléchissez ! L'apôtre Edouard pénétra de nouveau au ministère et il réfléchit en effet, il réfléchit qu'il avait une bonne place et qu'il était bon de la garder. Il réfléchit si bien, qu'il renia son serment et son programme.

Grâce au bon apôtre, le peuple paie le pain à 1 fr. 60 le kilo, les anarchistes sont traqués, les communistes aussi et les étrangers aux idées larges et généreuses sont expulsés.

Dans cet état de chose, les brebis cherchent le berger et le trouvent endormi au ministère.

Alors les brebis lui disent :  
— Réveille-toi !  
— Réveille-toi !

L'apôtre Herriot leur répond :  
— Pardonnez-moi, mes brebis, et paix, mes agneaux, je ne suis qu'un simple politicien comme tous les politiciens, un politicien, un incapable trop faible devant la puissance de l'argent !

MABIRE.

## En attendant Millerand

Millerand va venir à Marseille ; il est jaloux des lauriers de Castelnau.

Mais, cette fois, l'autorité coercitive va jusqu'à mobiliser des bataillons de troupes indigènes.

On veut faire payer aux révolutionnaires la journée du 9 février.

Herriot veut nous faire massacrer, en défendant le fascisme surnois de l'ancien Président de la République.

Prenons nos précautions. Le Château des Fleurs n'est pas loin de la Corniche, et la Corniche borde la mer.

Les ouailles de Millerand veulent-elles un baptême à l'eau salée ?

Louis CHAIX.

## Les avalanches de neige ravagent la Suisse

De fortes chutes de neige sont accumulées en ce moment dans l'Oberhalbstein. A Cuervo, près de Davos, une avalanche a détruit une maison, heureusement non habitée à cette époque de l'année. A Allago, sur le Julier, une autre avalanche a partiellement démolie une maison dont les habitants ont réussi à se sauver à temps.

A Onzonico, une avalanche est descendue sur le hameau de Rio-Secco-di-Canico, détruisant neuf étables ; sept autres étables ont été emportées à Pizzo-Morale. Dans le Val-Bedretto, la neige atteint 2 m. 50. Une avalanche s'est détachée de la Fauradivilla, détruisant une étable. De nombreuses avalanches sont aussi tombées sur la route d'Airolo à Ossasso. A Osco et dans la région, les dégâts causés par les avalanches sont très importants. Des forêts entières ont été détruites, et plusieurs étables emportées. Les dégâts causés par les avalanches à la route cantonale sont évalués à 300.000 francs. Un pont a été emporté à Gresco.

Le village de Bosco-Vallomaggia est depuis samedi dernier complètement bloqué par la neige qui a atteint une couche de plus de deux mètres de hauteur. Plusieurs chalets ont subi des dégâts et du bétail a disparu.

La nouvelle a été portée à Cerenino par des gardes-frontières arrivés en skis.

LA SEINE BAISSE

## Sauvés jusqu'à quand ?

Il paraît que la Seine baisse. Cependant, ce n'est pas encore très sûr. Car alors que les ingénieurs avaient annoncé la baisse, une nouvelle crue assez légère, il est vrai, s'est produite.

Enfin, les banlieusards sont sauvés, s'ils ne tombent pas d'eau.

## LA FARCE MACABRE

# Verjautrin

Le lieutenant était gros, court, rouge de figure et brun de cheveux. On l'appelait Verjautrin, et il portait une barbe de bandit classique d'opéra, qui lui faisait une farouche physionomie de brave va-t-en-guerre, prêt à la première alerte, à dégainer son sabre, pour aller au pas de course pourfendre des légions d'ennemis, présents, passés, et même futurs. Au dépôt de son régiment, en attendant l'heureux jour où il pourrait enfin se mesurer avec l'ennemi envahisseur, il dépensait ses énergies combattives, en distribuant pour la moindre velle des jours de prison aux hommes de sa compagnie, et en les menaçant du conseil de guerre et des suites qui pourraient en résulter.

Il devait, la nuit, rêver le parades et de poteaux d'exécution, car il ne manquait jamais, lorsqu'il faisait la théorie aux sous-officiers, de leur lire le chapitre dans lequel la cérémonie de fusillade est décrite tout du long.

Il disait :  
— Le commandement se fait au sabre : Rrrran ! Et il faut recommander aux hommes du peloton de bien viser le cœur, car si le condamné n'est pas tué sur le coup, il gigote *grottesquement* jusqu'à ce qu'on lui ait tiré une balle de revolver dans la tête pour l'achever ; ce qui est du plus déplorable effet.

Les sous-officiers connaissaient cette théorie par cœur, mais Verjautrin ne se lassait jamais de la leur répéter. C'était sa manie à cet homme, et lorsqu'il avait commandé : « Rompez ! » d'une voix de stentor, il s'en allait d'un air martial, en passant voluptueusement ses doigts massifs dans sa bouche ébouriffée.

Lorsque le lieutenant Verjautrin fut enfin envoyé aux tranchées, il vécut dans un éternel état de frousse. Il ne quittait pour ainsi dire pas sa cagna, faisant même ses besoins naturels dans des boîtes de conserves vides, que son ordonnance allait jeter par-dessus le parapet de la tranchée. Survenait-il un bombardement, Verjautrin se terrait dans son abri, où il géloait comme un chien mouillé, jusqu'à ce que le calme fut revenu.

Lorsqu'il avait un ordre à donner à ses hommes, le lieutenant faisait venir dans son abri un sous-officier qu'il chargeait de le leur transmettre. Si par aventure, le capitaine de la compagnie le faisait demander dans sa propre cagna, bien qu'il fût plutôt de petite taille, et n'eût rien à craindre des balles qui mûlaient au-dessus de la tranchée, comme un homme qui serait torturé par des coliques, Verjautrin marchait le corps plié en deux. Pour un peu, s'il n'avait trop craint le ridicule, le cavalier servant de la Peur s'en serait allé à quatre pattes.

Il ne quittait jamais son revolver d'ordonnance, et le tenait constamment braqué sous le nez de l'homme à qui il donnait un ordre. Sa voix tremblait lorsqu'il parlait, et on aurait toujours dit qu'il était en colère. C'était sa frousse qui sortait malgré lui, et qu'il tâchait de maîtriser en parlant sur un ton féroce.

Une phrase lui revenait à chaque instant à la gueule :  
— Si vous bronchez, mon garçon, je vous fais fusiller... fusiller !

Il passait dans le regard des hommes des lueurs sombres. Personne n'avait jamais rien dit à son voisin, mais chacun était convaincu au-dedans de soi-même, qu'à la prochaine attaque, le lieutenant Verjautrin, si c'était possible, ne mourrait point d'une balle allemande qui le frapperait au front, mais bien d'une balle française qu'il recevrait dans le dos...

C'avait été un simple coup de main, comme on disait négligemment dans les communiqués. Un raid dans les tranchées adverses, quoi !

Peu de chose, en effet, comme résultat. A peine sortis de leur fosse putride, les soldats avaient été fauchés par les mitraillesuses. Les survivants aplatis dans la boue, parmi les cadavres, les blessés gémissants, avaient dû attendre le crépuscule pour se traîner sur le ventre jusqu'à leur point de départ.

Le lieutenant Verjautrin qui avait une patte en marmelade, était resté accroché dans les fils de fer barbelés, à quelques mètres du petit poste français.

Chaque fois qu'un homme tentait d'aller le tirer de là, ça faisait un blessé ou un mort de plus.

Verjautrin était à genoux, comme s'il faisait sa prière. Sa voix arrivait jusqu'au petit poste, et il suppliait :

— Un homme du petit poste lui cria :  
— Crève donc, ch vache !

Après, il se mit à raconter des histoires confidentielles à sa femme et à ses enfants. Féroce, ment, les gars du petit poste éclatèrent de rire. L'homme qui traquait son revolver sous le nez de ses inférieurs, et parlait à tout bout de champ de faire fusiller tout le monde, qui se permettait d'avoir une femme et des petits ! C'était trop comique.

Il se mit en colère :  
— Allez-vous venir me chercher ? Tas de saulais !

Ensuite, il eut le délire, et vit des crapauds, des serpents, et de sales limaces toutes glissantes, qui voulaient lui entrer dans la gueule.

— Les cochons ! Les cochons ! Le premier qui approche je l'écrabouille !

Il les écrabouillait en tas, et il en venait toujours de nouvelles de ces sales bêtes.

Il chanta des romances d'une voix douce de poéte attendri par la vinasce, puis soudain il hurla :

J'ai fait trois fois le tour du monde,  
Et les dangers font mon bonheur...

Les Boches l'avaient pris comme cible avant la nuit, mais maintenant, dans le noir de l'horrible charnier, ils ne parvenaient plus à l'atteindre dans le gras des fesses, où ils visaient pour être certains de ne pas le tuer tout de suite.

Il eut des visions de fusillade, et récitait la théorie, comme il le faisait jadis aux sous-officiers :

— On amène le condamné, et on lui bande les yeux. Il a les mains attachées derrière le dos, et on le fait appuyer au poteau...

La mémoire ne lui faisait point défaut,

malgré son délire, et il continuait, l'écume à la bouche :

— Le commandement se fait au sabre : « Rrrran ! » Et il faut recommander aux hommes du peloton de bien viser le cœur, car si le condamné n'est pas tué sur le coup, il gigote *grottesquement* jusqu'à ce qu'on lui ait tiré une balle de revolver dans la tête pour l'achever, ce qui est du plus déplorable effet...

Il avait la vie dure. Après un long silence, au moment où on le croyait mort, il se remettait subitement à raconter de nouvelles histoires aux amis.

Un soldat gronda entre ses dents :

— Il commence à nous emmerder ce con-là !

Une fusée éclairante inonda le terrain de sa lueur cadavérique. Le soldat épaula son fusil.

C'était un bon tireur. Il avait visé la tête. On n'entendit plus rien.

On faisait toujours comme cela, même pour un camarade, quand un blessé était pris dans les fils de fer, et qu'il était impossible d'aller le chercher. Ça lui évitait des souffrances inutiles.

BRUTUS MERCEREAU.

## Groupe Libertaire "Prométhée" Avignon (Vaucluse)

Malgré les dires de certains pessimistes indécorables, la masse n'est pas encore complètement veule et avachie ; nous en avons eu la preuve par les événements qui se sont déroulés dernièrement à Marseille, et particulièrement à Avignon, à propos de la conférence de la Fédération Nationale Catholique, où, sans aucun appel public, spontanément, plusieurs centaines de travailleurs sont venus dans la rue clamer leur volonté de s'opposer par tous les moyens à toutes les tentatives d'instauration du fascisme en France.

Nous autres, anarchistes, nous devons profiter de circonstances comme celles-là, pour propager notre idéal au sein de la foule asservie et pour saper la confiance qu'elle a encore en de divers partis politiques qui abusent de sa crédulité et de son ignorance.

Il ne faudrait pas, cependant, se faire d'illusions, la tâche que nous avons entreprise est rude, et bien des déceptions et des défailles se produiront avant que nous arrivions au but ; mais, d'autre part, des énergies nouvelles viendront s'unir à nos efforts.

La moindre parcelle de réalisations valant mieux que toutes les belles théories inexistantes, tous les anarchistes, sympathisants et lecteurs du *Libertaire* de la région sont invités à la réunion du groupe d'Avignon, qui aura lieu, à Bagatelle, demain, 22 février. Rendez-vous de l'autre côté du pont, à 2 heures précises.

Ordre du jour : 1° Adhésion à l'U. A. et aide à apporter à cette dernière, ainsi qu'au *Libertaire* quotidien ; 2° possibilités d'organisation d'un meeting et propagande dans la localité ; 3° questions diverses ; 4° lecture de la correspondance.

Les camarades de Carpentras, Cavaillon, Apt, Orange, etc., etc., qui voudraient entrer en relations avec nous, peuvent écrire à cette adresse : Liberté, Bourse du Travail, Avignon (Vaucluse).

## Aux anars et lecteurs du "Libertaire" de Toulouse

Croyez-vous, Camarades, qu'il ne serait pas utile de nous grouper plus que jamais devant le danger qui nous menace.

Croyez-vous que l'heure n'a pas encore sonné de nous sentir les coudes ?

Penser le contraire serait absurde ! Partout on traque, on persécute, on emprisonne, on assassine les meilleurs de nos frères. De partout, nos braves camarades nous appellent à leur secours. De partout l'on nous annonce que le fascisme assassin est prêt à faire de nouvelles victimes. Rester indifférents, devant de tels événements, serait un crime !

A Toulouse, nous avons été victimes de tels agissements iniques. Quatre de nos camarades ont été arrêtés, dont deux expulsés, après plusieurs jours de prison. Cela ne doit pas nous arrêter. Au contraire, nous devons montrer à ce bon préfet et à ses serviteurs que la blessure qu'ils nous ont faite n'est pas mortelle et que nous en serons sortis plus forts et plus puissants que jamais. Tous ceux qui veulent faire connaître la beauté de notre idéal, tous ceux qui croient nécessaire de lutter contre la réaction mondiale et contre le fascisme criminel qui se prépare, répondront présent en assistant régulièrement à toutes nos réunions éducatives, les mercredis et dimanches, à 21 heures, Grand Bar Léon, rue de Constantine, 39.

Allons, les copains, de la ténacité, et nous vaincrons !

MIRANDE...

## VIENT DE PARAÎTRE :

## SENNACIECA REVUO

Revue mensuelle, littéraire, scientifique, poétique, rédigée entièrement en esperanto.

Le numéro de février vient de paraître sur vingt-quatre pages illustrées.

Au Sommaire : Alegorio pri la Bona Punlarulo, de Jean Tousseu ; Infekta frenzezo, de J. Zevin ; Fabelo pri glitot-s-raboto, de N. Ne-trasov ; La brita dramo kaj la verkoj de G. Bernhard Shaw, de Mark Starr ; Katekismo por la malsupera klaso, de Aug. Strindberg ; Sekso-sigmo kaj meganismo de ilia formado, de N. A. Iljin ; Lukto por la tempo, de E. D. Aizberg ; La renovo de la lernejo, de Frincois Ferrer.

SENNACIECA REVUO est en vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10°).

Encore un !

Des monuments, partout des monuments aux morts ! La ville de Lorient, comme les autres, veut perpétuer l'horrible souvenir de la guerre et fortifier le culte de la Patrie. Elle va mettre prochainement au concours le projet d'érection d'un monument à ses 1.800 enfants tombés au champ d'honneur. Le conseil municipal vient d'accorder 150.000 francs au comité qui disposera de 200.000 francs pour « élever une œuvre artistique aux héros lorientais ».

Le conseil municipal ferait mieux d'accorder ces milliers de francs aux vivants de la ville qui sont dans la misère !

## Chez les faiseurs de lois

### L'IMPOT

#### SUR LES BENEFICES AGRICOLES

La séance de la Chambre, présidée par Bouilloux-Lafont, a été consacrée à l'article 5 de la loi des finances, relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Compère-Morel a longuement développé un amendement taxant d'après leur bénéfice réel les exploitants dont les recettes brutes annuelles excèdent 100.000 francs, et leur imposant de tenir le compte de leurs recettes et de leurs frais d'exploitation.

L'absence de déclaration ou de justification suffisantes entraîneraient la taxation d'office et une majoration de 10 % de la cotisation du contribuable.

« Il s'agit essentiellement, déclare l'auteur de l'amendement, d'atteindre les grands propriétaires, non les petits et moyens exploitants. » Citons cette partie de son intervention :

M. Alexandre Duval. — Combien faut-il posséder d'hectares pour être un grand propriétaire ?

M. Compère-Morel. — Nous n'envisageons pas la superficie de l'exploitation, mais les bénéfices qu'elle produit. Est-il admissible qu'un cultivateur qui, avant la loi de 1917, qui a établi le forfait, déclarait un bénéfice de 52.000 francs, se voie imposé, avec l'application de la règle du forfait, sur un bénéfice de 1.584 fr. et paye 4 francs d'impôt !

Un autre, qui avait déclaré 77.525 francs, voit, par la règle du forfait, ses bénéfices réduits à 2.700 francs et paye 27 francs d'impôt ! Enfin, un troisième voit son bénéfice de 423.000 francs tomber à 8.326 fr. et paye 312 francs d'impôt !

M. de Monicault. — C'est une exception ! M. Forzy. — Et ce doit être un viticulteur ! M. Compère-Morel. — Je m'en tiens à cet exemple : il est symptomatique.

M. Capus. — Il résulte de la loi de 1917 qu'il est abrogé.

M. Compère-Morel. — Tout ceci est au détriment de la collectivité tout entière, et vous conviendrez que cette situation ne peut durer.

Aussi bien, de nombreux ministres des finances ont dénoncé ce privilège fiscal des agriculteurs. Faut-il citer M. Doumer, en 1921 ? M. de Lasteyrie, dès 1920, citait des faits typiques. M. Vincent Auriol en accumulait d'autres. Moi-même, j'ai poursuivi une enquête serrée, des conclusions de laquelle je veux extraire quelques exemples : un vignoble de 28 hectares produit, en 1914, 4.440 hectolitres, à 55 francs, soit 244.000 francs.

Les fruits sont de 140.000 francs. Le bénéfice brut de 104.000 francs, le bénéfice net de 97.000 francs. Le viticulteur est imposé pour un bénéfice agricole forfaitaire de 17.175 fr. Lorsque le bénéfice réel est, de son propre aveu, de 97.000 francs.

M. Cante. — Vous prenez une année de récolte extraordinaire !

M. Vincent Auriol, président de la Commission. — Le chiffre de 1924 porte sur le revenu de 1923 !

M. Compère-Morel. — Voici un autre viticulteur ayant 150 hectares. Il récolte, en 1924, de son aveu, 15.700 hectolitres, vendus 60 francs, soit 942.000 francs de recettes. Déduisons, avec lui, 630.000 francs de frais ; il reste donc 312.000 francs de bénéfice net : 274.000 francs, en tenant compte de l'amortissement Or, son bénéfice forfaitaire est de 52.000 francs !

Il n'y a pas que des viticulteurs. A Aubervilliers, voici un maraîcher qui a 7 hectares, son bénéfice net dépasse 100.000 francs, et il paye 308 francs ! Autour de Paris, on pourrait multiplier les exemples : le bénéfice est couramment de 60.000 francs, et les maraîchers payent des impôts de 200 fr., 250 francs et 300 francs. J'affirme ces faits.

Le travail du maraîcher de la banlieue est énorme, je le veux bien, encore que sa profession tende à s'industrialiser. Mais il est inadmissible qu'il paye 100 francs d'impôt pour des centaines de mille francs de bénéfices.

Le second orateur, Capus, a combattu à la fois l'amendement Compère-Morel et le texte de la Commission qui autorise, sous certaines conditions, le contrôleur à prendre pour base de l'impôt le bénéfice réel de l'agriculteur, quand il l'estime supérieur à l'exploitation forfaitaire fixée par la loi du 31 juillet 1917.

Après un petit boniment sur ce qu'il appelle « la désertion des campagnes », vieux pouce bien connu, la suite du débat est renvoyée à 3 heures...

L'après-midi, on entend de Monicault, qui vient combattre l'amendement de Compère-Morel.

Maurice Viollette, le rapporteur général, donne l'avis de la Commission et estime qu'il est nécessaire de reviser l'impôt sur les bénéfices agricoles.

La clôture de la discussion est prononcée. Ybarnegaray fait un discours tapageur, dans lequel il met en cause Philippe Berthelot, à propos de sa réintégration dans les cadres de la diplomatie.

Ecoutez cependant quelques mots :

« Ah ! la justice ! De toutes les chimères qui chantent au cœur des hommes, celle à laquelle ils tiennent le plus obstinément ! La justice si rapide pour les pauvres bourgeois, les Crainquebilles, les Français moyens dont parle M. le président du Conseil ! Quand elle trouve devant elle les forces de la politique et de l'argent, comme la justice est lente et comme elle apparaît paralysée ! »

Eh ! oui, rien n'est plus vrai, mais ce n'est pas un Ybarnegaray, pas plus qu'un Philippe Berthelot qui ont le droit de parler de la justice véritable ! Ces phrases-là, qui sont l'expression du vrai, ne sont dans leur bouche que de la rhétorique parlementaire.

Après une intervention d'Outrey et de Loucheur, le renvoi à la suite de l'interpellation Ybarnegaray est prononcé par 352 voix contre 91.

La séance est levée à 19 heures

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Jean MARESTAN

## L'Education sexuelle

Tous ceux qui désirent se documenter sur la question sexuelle et son hygiène liront ce livre avec intérêt.

Franco, 7 fr. — Recommandé, 7 fr. 50

En vente à la Librairie Sociale

9, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

## L'AGITATION ANARCHISTE

### GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Les Camarades d'Argenteuil, Bezons, Carrières, Chailou, Le Vésinet, Saint-Germain, etc., sont priés d'assister à l'

## Assemblée Générale

du Groupe qui aura lieu demain, 22 février, à 9 heures précises du matin. Salle de l'An-cienne-Mairie, à Bezons.

De nombreuses réunions de propagande ont déjà eu lieu dans notre contrée. Il faut que cette agitation continue. Pour cela, nous avons besoin du concours de tous.

Notre fête a rapporté, pour le *Libertaire*, 489 fr. 70 de bénéfice net, plus 120 francs pour l'Ent'aide.

Compagnons, tous, dimanche 22 février, à la Réunion Générale.

## Ecole du propagandiste anarchiste

Demain, 22 février, au Musée du Louvre, à 14 heures précises (rendez-vous porte du Louvre, place Saint-Germain-l'Auxerrois) :

### PREMIERE

#### PROMENADE-CONFERENCE

#### SUR LA PEINTURE

par le camarade peintre LA MARLINIERE

Histoire de la Peinture à travers les Ages

La Peinture primitive dans les Ecoles étrangères

## Nos Echos

### La Contagion.

La grande presse a fait à la Polonoise qui tua son ami par pitié — une pitié impitoyable — une publicité tapageuse et indécente.

Depuis lors, les crimes de ce genre se multiplient, et des êtres dégénérés se muent en justiciers de la dernière heure et se découvrent une âme de bourreau attendri.

A Paris, en Amérique, le revolver part au chevet des mourants pour les délivrer, disent les tireurs, de leurs souffrances cruelles.

La Grande Presse est un foyer de contagion criminelle. Elle est la cause d'une quantité de suicides et de crimes. Elle déprave les cœurs. Elle arme les bras.

En la lisant, les détraqués s'affolent, se remplissent l'esprit d'images sanglantes, et tuent pour faire parler d'eux...

○○○

### L'ordre dans le cœur.

Deux hommes bien nippés se promènent dans un cloaque, à Villeneuve-Saint-Georges : un propriétaire, Esnault-Pelterie, et un rédacteur à l'« Intransigeant »,



# A travers le Monde

## ALLEMAGNE

### LE CABINET MARX N'A PAS TROUVÉ DE MAJORITÉ EN PRUSSE

Berlin, 20 février. — Le Landtag de Prusse s'est réuni en séance plénière, hier matin, à 11 h. 40, pour poursuivre le débat sur la déclaration gouvernementale.

Différents orateurs vinrent exposer leur point de vue à l'égard du cabinet Marx. Puis le député polonais Bakowski exposa les doléances des minorités polonaises de Prusse Orientale.

Le président de la fraction social-démocrate Heilmann, compromis dans l'affaire Barmat, voulut alors prendre la parole. Dès qu'il parut à la tribune, les nationalistes commencèrent un tapage ininterrompu, frappant à coups de poing sur leurs pupitres et criant : « Mercanti ! Juif ! Jetez-le dehors ! »

Comme le président Bartels, malgré tous ses efforts, n'arrivait pas à rétablir l'ordre, la séance fut suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise, Heilmann revint à la tribune sous une véritable tempête d'invectives. Le président Bartels ayant invité la droite à garder le calme, nationalistes et populistes quittèrent aussitôt la salle des séances.

#### Rejet de l'ordre du jour de confiance

Quand Heilmann eut achevé son discours, l'ordre du jour suivant, proposé par les partis gouvernementaux, fut mis aux voix : « Le Landtag approuve les déclarations gouvernementales et exprime sa confiance envers le cabinet Marx. »

A 4 h. 15, le résultat du vote fut proclamé : l'ordre du jour de confiance était repoussé par 221 voix contre 216.

#### La démission du Cabinet

Le docteur Marx fit alors la déclaration suivante :

« En présence du résultat du vote du Landtag, je ne puis qu'annoncer la démission immédiate du cabinet tout entier. »

A peine le docteur Marx avait-il formulé cette déclaration que le tumulte se déchaîna à nouveau. Les spectateurs des tribunes prirent à partie les députés et on ne put entendre un mot des déclarations que von Kampo s'efforçait de faire au nom de son parti.

#### LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Par l'intermédiaire des syndicats réformistes, la journée de huit heures en Allemagne fut supprimée pendant le temps d'inflation. La grande masse de la classe ouvrière allemande se trouve sous l'influence des « Amsterdamnistes » et ceux-ci refusent d'entreprendre la lutte pour reconquérir les huit heures. Au lieu de cela, il s'adresse au gouvernement le priant de réintroduire la journée de huit heures. Le ministre du travail du gouvernement conservatif actuel a décidé que la journée de huit heures rentrerait en vigueur à partir du 1er mars de cette année dans les hauts fourneaux, les fabriques où l'on travaille la houille et le cok. Mais dans toutes les autres industries, il n'est toujours pas question des huit heures.

Cet état de choses fait sur la classe ouvrière une impression décourageante. Elle voit qu'elle ne reconquiert les huit heures par ses propres forces, mais qu'elle en est réduite à attendre la grâce du gouvernement. Par de semblables mesures, on renforce chez l'ouvrier la foi dans la nécessité d'un gouvernement. L'esprit révolutionnaire est étouffé.

(Communiqué de l'A.I.T.)

#### LES ELECTIONS DES CONSEILS D'USINES

Le 1er mars prochain, auront lieu en Allemagne les élections des nouveaux Conseils d'usines légaux. Les syndicats réformistes engagent les travailleurs à nommer leurs candidats. Les communistes présentent une liste particulière : les moscovites. La lutte sur les directions politiques prend dans ces syndicats une forte recrudescence, les travailleurs sont importunés par les partis politiques, jusque dans leurs organisations économiques.

La tâche que les syndicats réformistes voient dans les Conseils d'usines est indiquée dans le « Service de la Presse » de la Fédération Syndicale Internationale (Internationale d'Amsterdam) N° 2 du 12 janvier 1925. On y dit :

« ...En dehors des devoirs consistant à donner des avis aux chefs d'entreprises, afin de les protéger et de collaborer à la prospérité économique, ils ont (les conseils d'usines) avant tout le devoir de représenter les intérêts des travailleurs, de veiller à ce que toutes les lois de protection soient respectées, et de veiller à l'application des tarifs. »

(Communiqué de l'A.I.T.)

## CANADA

### L'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

Depuis quelque temps, on a beaucoup parlé de l'exportation de l'énergie électrique du Canada aux Etats-Unis, surtout depuis qu'il est question d'aménager le Saint-Laurent et l'Ottawa. Les premiers ministres des provinces de l'Ontario et de Québec ont énergiquement déclaré qu'ils sont opposés à cette politique.

M. Howard Ferguson, premier ministre de l'Ontario, interviewé au sujet de la déclaration faite par M. Raschereau, premier ministre de la province de Québec, à l'Assemblée législative, que « Tôt ou tard la province de Québec interdirait l'exportation de l'énergie hydro-électrique aux Etats-Unis », s'est ainsi exprimé :

« Je suis opposé à l'exportation de l'électricité pour deux excellentes raisons : l'une parce que le peuple de l'Ontario a besoin de toute la force hydraulique de la province ; l'autre parce qu'il sera très difficile et gênant de mettre fin à l'exportation une fois qu'elle aura commencé. »

## ETATS-UNIS

### UNE PANIQUE DANS LE METRO

Un court-circuit s'étant produit sur l'une des voies souterraines du métro, une panique s'ensuivit, au cours de laquelle soixante personnes furent blessées, dont quelques-unes très grièvement.

### LES YANKEES NE PRETERONT PLUS D'ARGENT

Les représentants Thomas Blanton a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi, en vertu duquel les Etats-Unis s'abstiendraient de consentir des emprunts à la France ou à tout autre pays qui n'a pas conclu avec l'Amérique un arrangement définitif pour la consolidation de ses dettes.

La même résolution contient une proposition en vertu de laquelle les banques fédérales devraient aider le gouvernement à appliquer la mesure ci-dessus.

### LE TORPILLAGE DU « LUSITANIA »

Washington, 20 février. — La commission arbitrale german-américaine chargée d'examiner les revendications des nationaux américains pour les dommages de guerre causés par l'Allemagne, a décidé que l'Allemagne serait obligée de payer des indemnités aux parents ou aux descendants des sujets américains et anglais qui ont trouvé la mort dans le torpillage du « Lusitania », en mai 1915.

Les indemnités se monteront à plusieurs millions de dollars. On sait en effet, que 1.198 personnes périrent dans la catastrophe.

Ce sera encore un peu plus de misère au foyer du prolétaire allemand qui est obligé de trimer pour couvrir tous ces frais de guerre.

## ITALIE

### NOUVEL AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE

La grippe est utile aux hommes d'Etat, et leur permet de gagner du temps. Mussolini qui se trouve dans une situation parlementaire difficile, trouve une excuse dans sa grippe pour ajourner la rentrée des Chambres.

La Chambre italienne devait se réunir le 5 mars, sa convocation est maintenant renvoyée au 12.

La vérité que l'on n'avoue pas, est que le projet de loi de réforme militaire présenté par le ministre de la guerre est combattu par les maréchaux Cadorna et Diaz,

et que Mussolini retarde la rentrée du Parlement, convaincu que ce projet ne sera pas soutenu par sa majorité fidèle.

Le bruit court dans les cercles politiques que ce projet serait renvoyé à la majorité et définitivement enterré.

## DANEMARK

### UNE GREVE DANS LES FILATURES

Les longues négociations qui avaient été engagées entre les patrons et les ouvriers du textile ayant échoué, 11.000 ouvriers ont cessé le travail ce matin. Les ouvriers demandent une augmentation de salaire de 20 % alors qu'ils ont vu les patrons envisager une réduction de 10 %.

## CHINE

### UNE GREVE D'OUVRIERS FILATEURS A SHANGHAI

La grève des ouvriers filateurs prend une tournure inquiétante. 22 filatures ont fermé leurs portes, et on craint que les autres ne suivent le même exemple. Des rencontres sanglantes ont lieu chaque jour entre les grévistes et la police. Les manifestants sont conduits le plus souvent par des étudiantes.

## Un drame bourgeois

Devant le jury de la Seine-Inférieure comparait l'auteur d'un drame qui s'est déroulé, en septembre dernier, au château de Hogues, près de Fécamp.

Il s'agit de l'Américaine Margaret Waterloot, née à New-York, mariée en troisième nocces à Lucien Deubel, ingénieur, sur qui elle s'est livrée à une tentative de meurtre.

Après une scène violente, elle lui tira deux coups de fusil. Il fut blessé. Mais, d'un commun accord, on fit le silence sur l'affaire.

En sortant de la clinique, elle le menaça de nouveau. Alors, il porta plainte.

Il s'agit d'une question d'intérêt, et l'accusée prétend que son mari « faisait des folies ».

## J'ai tué Poincaré

Vers 10 heures, ce matin, se présentait au commissariat du quartier des Halles, Paul Girod, âgé de 65 ans, un pauvre trimardeur, se disant veilleur de nuit, mais plutôt « reilleur de comète », hélas, et qui déclarait avoir tué, ce matin, sous l'Arc de Triomphe, Raymond Poincaré lui-même. Il regretta de n'avoir pu rencontrer Edouard Herriot, pour lui faire le coup du Père François !

Ce n'était là que songe de fou ! On l'a envoyé à l'infirmerie spéciale du dépôt.

Il est probable que cet errant de la nuit aura trouvé « cette histoire » en regardant briller les étoiles dont l'obscur clarté descend sur la misère des hommes.

## La triste histoire d'un bûcheron blessé

Mirecourt, 20 février. — Le bûcheron Gabriel Valentin, âgé de 59 ans, travaillait hier soir dans une coupe de bois, lorsque tout à coup, un arbre qu'il abattait tomba sur lui et le blessa grièvement aux reins.

Ne pouvant plus marcher, le malheureux bûcheron se traîna jusqu'à une maison forestière voisine, mais on refusa de le recevoir.

En rampant, Gabriel Valentin erra à l'aventure, espérant trouver du secours, mais il fut surpris par la nuit, et ce n'est que ce matin à 6 heures qu'il rencontra dans la forêt un homme qui consentit à aller chercher du secours à Vieux Mesnil.

Le blessé, qui erra ainsi pendant plus de 12 heures, avait la paume des mains et les genoux à vif. Il a été transporté dans un état grave à l'hôpital de Mirecourt.

## Grève dans une usine de pièces détachées

Saint-Etienne, 20 février. — Sous prétexte qu'ils étaient obligés de faire un plus grand nombre d'heures, les ouvriers d'une usine de pièces détachées pour cycles se sont mis en grève.

## En peu de lignes...

### L'héroïsme d'un Sidi

Une lampe à alcool ayant fait explosion dans une chambre d'un hôtel, 30, rue de Vaucoeurs, et le feu s'étant communiqué au mobilier de la pièce, où dormait dans un berceau un bébé de seize mois, André Juaguery, l'Algérien Hamed Aston, locataire de l'hôtel, se précipita dans la chambre et retira des flammes le bébé. Le sauveur, grièvement brûlé, a été admis d'urgence à l'hôpital.

### Le feu

Un violent incendie s'est déclaré vers 10 heures, à Châtillon, dans une fabrique de moteurs, boulevard Félix-Faure, et occupant soixante ouvriers.

Au cours des opérations de sauvetage, deux ouvriers, Mario Bistolfo, trente-huit ans, tourneur, 5, allée Avoine, à Clamart, et André Pothier, vingt ans, 5, avenue de Versailles, au Plessis-Robinson, ont été brûlés.

Le feu a été provoqué par la chute de flammèches provenant d'un poêle, sur des matières inflammables.

### Remède policier contre la misère

Au cours d'une ronde faite dans les dépendances de la gare de Clichy-Clairmont, on a arrêté pour vagabondage Parquet, vingt-trois ans ; Guérin, vingt-quatre ans ; Leclercq, vingt ans ; Rideau, vingt-et-un ans et Rousseau, seize ans et demi.

Une rafle faite dans divers établissements du faubourg Montmartré, a amené l'arrestation de 30 personnes, dont une quinzaine ont été arrêtées pour infraction à la loi des étrangers.

### Sous les roues

Un autobus dérapa boulevard Saint-Michel et renversa M. Emile Baurré, trente-trois ans, agent d'assurance, 30, rue Michel.

### Les bandits en auto

Une auto conduite par son propriétaire, M. Gustave Ranclos, 45 ans, industriel à Châlons, renversa, avenue du Président-Wilson, à Saint-Denis, M. André Bradier, 30 ans, employé de commerce, 4, rue Philippe-de-Girard, à Paris.

Une auto dérape et monte sur le trottoir en face du numéro 9 du quai Malakowski, où elle renversa M. Camille Guillaumont, quarante ans, boulanger, rue d'Austerlitz, 7.

### Is voulaient la mort

La mort ne veut pas d'eux

Mlle Suzanne Larquet, 25 ans, 19, rue Salmeuse, tente de se suicider en se jetant dans la Seine au quai Saint-Michel. Elle est repêchée par les marinières Prêtre, 42, rue de Vitry, à Choisy, et Thillier, 55, rue de Montessy, à Juvisy.

M. A. Laborde, 69 ans, journalier, 55, rue d'Avron, a tenté de se suicider en se tirant cinq coups de revolver, et en se frappant à l'aide d'un rasoir. Il n'a pu que se blesser.

### Un enfant par la fenêtre

Jouant sur le balcon, au premier étage de l'appartement de ses parents, 7, passage Morel, le petit Albert Cavillac, âgé de quatre ans, passe entre deux barreaux, et choit dans la cour. L'enfant, par miracle, n'eut que des contusions.

### Pourvoi rejeté

Le pourvoi en cassation de Loucif Lakdar, condamné à mort pour avoir assassiné à Saint-Denis un ouvrier portugais, est rejeté.

Pendant que les chômeurs crèvent de faim

Nice, 20 février. — La première bataille de fleurs s'est déroulée par un temps printanier sur la promenade des Anglais. Ce fut une fête inoubliable.

Les riches hiversants avaient fait assaut d'élégance dans la décoration de leurs voitures et la bataille de fleurs fut acharnée.

On remarquait la présence, dans la loge officielle, du shah de Perse, du duc de Comaigat, de l'amiral Niblack de la marine britannique, de M. Dumesnil, ainsi que de nombreuses personnalités anglaises et américaines.

### Encore un assassinat !

Montbéliard, 20 février. — La police mobile de Dijon a arrêté Cyril Fleurence et sa femme, sous l'inculpation d'assassinat du

cultivateur Jacquot, leur beau-père et père, dont le cadavre fut transporté dans un ruisseau, à Saulnot.

### L'évêque de Verdun part en guerre

Verdun, 20 février. — Mgr Ginisty, évêque de Verdun, publie, à l'occasion du carême, un mandement sur le laïcisme. Il étudie successivement le laïcisme d'Etat qui est, dit-il, contraire à la tradition de quinze siècles de notre histoire et constitue un fléau et un péril national ; le laïcisme familial qui porte dans les familles le trouble, la division et souvent l'« anarchie » ; le laïcisme de l'enseignement, qui exerce sur l'enfance et sur la jeunesse une funeste influence.

Puis, il conclut en demandant aux catholiques de s'unir, de voter et d'entrer dans toutes les assemblées municipales, départementales ou nationales, et de s'affilier aux groupes politiques et sociaux qui représentent le mieux leurs idées et acceptent leur programme sans autre ambition que de servir la patrie et de poursuivre le bien général.

### Tué par une locomotive

Toulouse, 20 février. — Ce matin, vers 9 heures, en gare de Matabiau, Guillaume Higouenc, chef d'équipe au service d'une compagnie privée, a été renversé par une locomotive. Grièvement blessé, le malheureux n'a pas tardé à succomber.

### Le fasciste vantard

Le fasciste Contini, qui s'était vanté de faire sauter deux journaux, est renvoyé en correctionnel pour détention d'explosifs.

### L'inutile cachette

Copois, qui tua sa femme, à Cesson (S.-et-M.), demeure introuvable. On a découvert dans la maison 30.000 francs de titres cachés par la victime.

### Pour avoir voulu égorger sa femme

Félix Lemaire, qui, à Aubervilliers, tenta d'égorger sa femme, qui dormait, est condamné, en correctionnelle, à dix mois de prison avec sursis.

### Une usine incendiée

Belfort, 20 février. — Un incendie a détruit l'usine de tournevis de M. René Claude, à Delle, 280.000 francs de dégâts. De nombreux ouvriers vont être réduits au chômage.

### Un bain tragique

Lille, 20 février. — Un apprenti plombier, M. Alphonse Avez, 15 ans, de Templemars, travaillant rue Esquemoise, voulut prendre un bain en l'absence des patrons. On le retrouva sans vie dans la baignoire.

### La jalousie meurtrière

Bourges, 20 février. — Par jalousie, le sergent René Renaud blessa grièvement, d'un coup de revolver, son amie, Julia Euvard.

### On repêche de l'Oise le cadavre d'une jeune fille

Compiègne, 20 février. — Ce matin, des marinières ont retiré de l'Oise, au lieu dit l'Île-des-Bains, le cadavre d'une jeune fille. La défunte, qui paraît âgée de 18 ans, n'était vêtue que d'une chemise et chaussée de souliers à lacs.

Dr Thery, médecin légiste, qui a procédé à l'autopsie, a conclu à la mort par submersion.

Un cultivateur est retiré mort de la Vienne

Limoges, 20 février. — M. Joseph Batas, 60 ans, cultivateur, adjoint au maire de Beaumont, s'était rendu jeudi en voiture à la foire d'Eymoutiers. Aujourd'hui, vers midi, son cadavre a été retiré de la Vienne.

D'autre part, l'attelage de l'adjoint a été retrouvé errant dans la campagne.

M. Batas, qui devait avoir sur lui, au départ de son domicile, une somme de 7.000 francs, n'a été trouvé en possession que de 1.200 francs.

On croit se trouver en présence d'un crime. L'adjoint au maire aurait été attaqué dévalisé puis jeté dans la rivière.

## LEURS DIVIDENDES

— Le gardien du poste sémaphorique du passage à niveau à Saint-Mandé a trouvé, ce matin, sous le tunnel, M. Degaud, trente-neuf ans, avenue du Bel-Air, 30, employé à la Compagnie des chemins de fer de l'Est, qui était tombé d'un train en marche.

# La révolution russe et le parti communiste

par Alexandre BERKMANN

Cependant l'opposition grandit, s'approfondit, et s'élargit dans toute la Russie ouvrière.

En vérité, quelle opinion peut se faire un observateur impartial qui contemple l'image singulière que présente la Russie bolcheviste ? Des grèves nombreuses, entraînant l'arrestation de vingtaines d'ouvriers, et souvent des exécutions ; des révoltes de paysans, de continuelles mouvements insurrectionnels sur les diverses parties du pays ; n'est-ce pas une tragique situation et une haineuse absurdité ? La révolte des ouvriers et des paysans, manquant souvent de foi et de conscience, n'est-elle pas une guerre contre le gouvernement « d'ouvriers et de paysans » ? ce gouvernement qui est le chair de leur chair, le sang de leur sang ; qui a été appelé au pouvoir pour défendre leurs intérêts, et dont l'existence ne devrait être possible que s'il répondait aux besoins et aux désirs des masses ouvrières.

Les protestations ouvrières ne cessent pas. Le mouvement d'opposition grandit, et pour sa défense le Parti est obligé de temps en temps de calmer l'opinion publique, même en sacrifiant ses principes les plus élémentaires.

Mais lorsqu'il est impossible d'apaiser, par un os, ceux qui crèvent de faim et qui aspirent à la liberté, les bouches affamées sont fermées par les fusils et les baïonnettes, et la presse officielle stigmatise les protestataires du nom infâme de « contre-

révolutionnaires », de traîtres au gouvernement ouvrier et paysan.

Alors la Russie bolcheviste retrouve sa quiétude qui est une quiétude de mort.

L'histoire des dernières années est pleine des horribles illustrations de cette quiétude. Une de ces illustrations est la répression de Cronstadt contre laquelle a été commis le crime le plus terrible de la dictature d'un parti, crime contre le prolétariat, contre le socialisme, contre la Révolution. Un crime multiple cent fois, par les mensonges délinquants, par la perfidie, par la calomnie répandue à travers le monde par les bolchevistes.

L'histoire future saura juger cette honte. Ici nous ne donnerons qu'un bref aperçu des événements de Cronstadt.

Au mois de février 1921, les ouvriers de quatre usines se mirent en grève à Pétrograd ; l'hiver avait été particulièrement rude et leurs familles souffraient de faim, de froid et d'épuisement. Ils demandaient une augmentation de leurs rations alimentaires, un peu de combustible et des vêtements.

Un peu partout se faisait également entendre une voix qui réclamait la formation d'une assemblée constituante, et la liberté du travail.

Les grévistes organisèrent une démonstration dans la rue, mais les autorités envoyèrent contre eux des détachements militaires, formés principalement de « kur-

sants », jeunes communistes sortant des écoles militaires.

Lorsque les marins de Cronstadt apprirent ce qui s'était passé, ils exprimèrent leur solidarité envers les grévistes dans leurs demandes économiques et révolutionnaires, mais refusèrent de soutenir toute action en faveur de la Constituante et du travail libre. Le 1er mars, les marins de Cronstadt organisèrent un meeting monstre auquel assistaient le président du Comité central exécutif, Kalinin (président de la république russe) ; le commandant de la forteresse de Cronstadt, Kuzmin, et le président du Soviet de Cronstadt, Vassilief. Le meeting fut organisé avec l'autorisation du comité exécutif du Soviet de Cronstadt, et une résolution y fut approuvée par les marins, la garnison et les citoyens y assistant au nombre de 16.000.

Kalinin, Kuzmin et Vassilief, prirent la parole contre la résolution. Les points essentiels de cette résolution étaient : liberté de parole et de presse pour les révolutionnaires emprisonnés, réélection des soviets au scrutin secret, et la non-immixtion du gouvernement dans la campagne électorale.

Les autorités bolchevistes répondirent à la résolution en commençant par retirer de Cronstadt tous les stocks de vivres et de munitions. Pour s'opposer à cette mesure, les marins fermèrent l'entrée de la ville et arrêtèrent les commissaires les plus turbulents. Il fut permis à Kalinine de retourner à Pétrograd.

Sitôt que les autorités bolchevistes eurent connaissance de la résolution de Cronstadt, ils commencèrent une campagne de calomnies et de mensonges.

Bien que Zinovief fut en communication constante avec le président du Soviet de Cronstadt qui lui assurait que tout était calme à Cronstadt, et que la seule action des marins était la préparation aux élections, la station télégraphique de Pétrograd travaillait avec intensité, envoyant de par le monde des messages sans fin annonçant qu'un mouvement contre-révolutionnaire

s'était déclaré à Cronstadt, inspiré par les éléments de droite. En même temps, Zinovief, Kalinine et leurs aides, arrivaient à persuader les membres du Soviet de Pétrograd de voter une résolution qui était un véritable ultimatum à la ville de Cronstadt, lui demandant de se rendre immédiatement, sous peine de complète destruction.

Un groupe de révolutionnaires, connus et dévoués, habitant Pétrograd, comprenant toute la provocation d'une telle politique, en appelèrent à Zinovief et au conseil de défense dont il était président.

Ils firent remarquer la nature réactionnaire, contre-révolutionnaire d'une telle politique, et son grand danger pour la Révolution.

Les revendications de Cronstadt étaient claires et précises : elles étaient opposées à l'Assemblée constituante, contre le travail libre et en faveur des Soviets, comme forme gouvernementale. Mais le peuple de Cronstadt, comme il le déclarait franchement dans ses bulletins, ne pouvait tolérer plus longtemps le despotisme du Parti communiste, et demandait le droit d'établir les Soviets libres. « Tout le pouvoir aux Soviets » était à nouveau leur mot d'ordre, comme il était celui du peuple et des bolchevistes en 1917. Recourir à la force armée contre Cronstadt était une folie, un crime. La seule solution révolutionnaire et juste était de donner satisfaction à la population de Cronstadt, — télégraphiée par les marins à Zinovief, mais que celui-ci ne soumit pas aux Soviets —, pour la formation d'une commission impartiale, afin d'arriver à un arrangement amiable.

L'appel de ce groupe de révolutionnaires resta ignoré. Quantité de communistes comprennent combien réactionnaire était l'attitude du gouvernement vis-à-vis de Cronstadt, mais avilis et dégradés par le jésuitisme du Parti, ils n'osèrent parler, et se rendirent complices du crime.

Le 7 mars, Trotsky commença le bombardement de Cronstadt, et le 17 mars la forteresse fut prise après de fiers assauts,

entraînant le sacrifice et la mort de malheureux humains.

« L'affaire » de Cronstadt fut liquidée, et le « complot contre-révolutionnaire » noyé dans le sang. La conquête de la cité fut caractérisée par des actes de sauvagerie exercés contre les vaincus, bien qu'aucun communiste arrêté à Cronstadt n'ait été exécuté ou même blessé.

Même avant la prise de la forteresse, de nombreux soldats de l'armée rouge, dont l'esprit révolutionnaire leur faisait un devoir de repasser de participer à l'assaut, furent fusillés par les bolchevistes.

La « victoire » était indispensable au Parti Communiste pour se sauver de la décomposition. Trotsky qui au cours de la discussion sur le rôle des Unions syndicales au VIIe Congrès des Soviets, le 30 décembre 1920, fut traité par Lénine de mauvais garnement qui « ne connaissait pas son Marx » se montra le sauveur de la patrie en danger. L'harmonie était rétablie.

Quelques jours après la glorieuse conquête de Cronstadt, Lénine déclara au dixième Congrès du Parti communiste de Russie : « Les marins ne voulaient pas la contre-révolution, mais ils ne nous voulaient pas non plus ; et à ce même Congrès Lénine se fit le défenseur le plus ardent de la « Liberté du Travail ».

Le 17 mars, le gouvernement communiste célébra sa sanglante victoire sur Cronstadt et son prolétariat, et le 18 il commémorait les martyrs de la Commune de Paris. Cependant il était évident pour tous ceux qui avaient des yeux pour voir, que le crime commis contre Cronstadt était plus terrible et plus énorme que celui de la Commune de 71, car il fut perpétré au nom de la Révolution sociale, au nom de la république socialiste.

Aujourd'hui, à côté des tragiques figures de Thiers et de Gallifet, on peut ajouter celles de Trotsky, de Zinovief, de Dithenko et de Tukhachevsky. (A suivre.)

(A suivre.)



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

FEDERATION NATIONALE  
DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS  
33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup>).

DANS LES CHANTIERS DE LA SOCIÉTÉ  
DES GRANDES ENTREPRISES MÉRIDIONALES, A LARUNS

## Mentalité d'exploiteur

(Suite et fin)

Je dénonçais hier, dans mon article, les manœuvres tentées par l'entrepreneur pour démolir le Syndicat des Travailleurs de la Vallée d'Ossau, adhérent à notre Fédération, ceci afin de ramener les ouvriers à l'esclavage ancien qu'ont vécu les vieux trimardeurs. Nous allons examiner aujourd'hui la mentalité de celui qui nous déclare la guerre, et démontrer les agissements de ses subalternes ou amis.

Rappelons de suite que M. Thévenot est un entrepreneur attiré de la Compagnie des Chemins de fer du Midi, et qui, à ce titre, a réalisé une respectable fortune qui se chiffre par millions ; il est également bon de rappeler que les travaux publics étant au ralenti pendant la guerre, M. Thévenot imita bon nombre de ses collègues et devint fournisseur des armées. Il récolta une petite fortune qui approche les 150 millions, en fournissant du bois, des grenades et du matériel aux armées, comme d'autres de ses collègues fournirent des chausseslottes, etc... Il est également utile de rappeler que tout comme un cochon d'ouvrier qui ne veut pas payer l'impôt sur les salaires, M. Thévenot oublia de déclarer ses bénéfices pour ne pas payer la taxe qui s'imposait, d'où surgit soudainement une plainte en dissimulation des bénéfices de guerre, procédé considéré comme frauduleux. Cette plainte émanait d'un collaborateur mécontent de n'avoir pas été suffisamment arrosé. M. Thévenot passa donc devant les juges de son pays, et inutile d'insister, nous savons comment la justice bourgeoise est clémente pour tous les gros requins qui, d'ailleurs, ont leurs défenseurs au Parlement et dans tous les organismes de l'Etat, et comment elle est impitoyable aux malheureux : l'on appelle cela la justice de classe.

M. Thévenot s'en tira donc honorablement, quoique paralysé, condamné, et certain avoue une dizaine de mille francs d'amende, il continue à spolier, pressurer les pauvres diables qui lui assurent, avec ses collaborateurs, la vie de débauche qu'ils mènent ensemble à travers le pays. Je me suis laissé même dire qu'à Laruns...

Non seulement content de loger et nourrir ses ouvriers, il estime qu'il doit également apporter sa sollicitude — naturellement dans le même ordre d'idée — aux malheureux qui sont victimes d'accidents du travail, et d'après le nombre de réclamations que j'ai reçues à mon passage, j'ai été à même de constater que l'existence des lois, celles-ci sont faites pour être violées ou détournées. Parlons donc de celles régissant les accidents du travail :

Les camarades victimes d'accidents graves sont traités dans certaines cliniques qui ont été installées à Laruns, où ils sont soignés suivant la gravité de ceux-ci. Inutile de dire que les médecins sont des amis de l'entrepreneur et agissent en conséquence. Je me suis laissé dire que les médecins refusent les certificats médicaux aux blessés, les envoyant directement à l'entreprise, faillent et rognent comme bon leur plaisir en cas d'invalidité ou incapacité partielle permanente, et des camarades aveugles m'ont été conduits, d'autres atteints de déviation de la colonne vertébrale, d'autres grièvement mutilés, me faisant connaître que depuis deux années et plus ils attendaient le bon vouloir des juges compétents pour liquider leur pension.

Disons également que la Société des Grandes Entreprises Méridionales fait elle-même son assurance et touche pour ce faire de la Compagnie du Midi une indemnité de 11,5 % sur l'ensemble des salaires payés aux ouvriers, et 2 % pour les employés de bureau. Cela dit, chacun comprendra pourquoi M. Thévenot, emmissionné de la guerre, fait attendre aussi longtemps ces malheureux, et de plus qu'il trouve des complications dans la magistrature compétente.

Il attend tout simplement que, lassés de mendier de porte en porte, les malheureux atteints d'infirmités s'éloignent de la région, ne voyant, comme Sœur Anne, rien venir. Heureusement que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot à Laruns.

Notons également que l'entreprise n'a jamais voulu avancer une somme, aussi modique soit-elle, même en se basant sur le certificat présenté par les médecins amis, pas plus pour ceux qui mutilés à jamais et atteints d'incapacité atteignant 100 %, aucune somme, aussi modique soit-elle, n'a été avancée ; il est bon aussi de faire connaître que le taux de l'indemnité due en cas d'accident est mobile et, suivant les désirs du directeur, M. Taillardat, suivant la tête, les primes entrent ou restent en dehors du salaire journalier. C'est donc l'arbitraire et l'injustice odieuse et flagrante dans tout son épanouissement, ces messieurs se foutant de la loi comme de leur premier biberon.

Il n'est jusqu'au greffier de la Justice de paix qui apporte sa part contributive dans l'injustice et qui fait payer 13 francs la copie du jugement d'enquête d'accident, qui, cependant, doit être délivrée gratuitement. Inutile de dire que les Pouvoirs publics ne font rien pour remédier à cette pénible situation ; peut-être a-t-il peur de rencontrer quelque bon vieux ouvrier pyrénéen qui paraît cependant bien inoffensif auprès d'un Thévenot et de sa camarille.

Il faudra cependant qu'une telle situation cesse dans le plus bref délai, et ceci sur tous les terrains, car nous sommes décidés à y mettre fin. Déjà nous avons mis entre les mains d'un avocat les dossiers de tous les camarades, qui va essayer de déceler

les amis que peut avoir à Oloron la maison Thévenot et Cie.

Nous irons plus loin : ceux qui sont chargés de faire respecter les lois bourgeoises seront avertis, et nous ne nous contenterons pas d'une réponse verbale, nous voulons des actes, et nous y tiendrons la main. M. Thévenot perdra encore la partie sur ce terrain. Qu'il ne vienne pas nous dire que l'affaire est mauvaise pour lui, car le dernier bilan financier l'accuse que près de 890.000 francs de bénéfices. Une paille, quoi !... Aussi, nous sommes décidés à aller jusqu'au bout, et nous avons le requin Thévenot que nous ne le lâcherons plus, à partir d'aujourd'hui, d'une semelle : les camarades peuvent avoir confiance dans leur vieille Fédération, elle sera à la hauteur de sa tâche, sur tous les terrains.

A bon entendeur, salut !

Henri JOUVE.

## A tous les Charpentiers en fer de la Seine

L'action entreprise pour le relèvement des salaires et pour les huit heures doit s'accroître. Il faut absolument que dans chaque chantier les militants et les compagnons fassent leurs affaires eux-mêmes.

Tout le nécessaire doit être fait immédiatement, pour que tous les travaux cessent le 2 mars.

Les ferrailleurs se feront un devoir d'être en grand nombre à toutes les réunions qu'organise le S. U. B. ce jour-là.

D'autre part, en raison des difficultés financières du Libéraire, qui peut mourir d'un jour à l'autre, nous demandons à tous les charpentiers en fer du département, lecteurs du Libéraire, de faire immédiatement un effort de solidarité, c'est-à-dire de faire une souscription pour la quatrième page du Libéraire.

Les souscriptions seront reçues, 9, rue Louis-Blanc. Que tous les militants, tous les syndicalistes, que tous les vieux compagnons répondent présent à cet appel, dès aujourd'hui.

Pour le Conseil de Section des Charpentiers en fer, monteuses, Levageurs et Riveurs.

Les Secrétaires  
REITZER et BOUDOUX.

## Dans le S. U. B.

Vaincre ou crever. — Nous n'avons pas le choix des moyens, l'issue qui nous est ouverte est celle de toujours : la bataille.

Le patronat à la faveur de la situation syndicale d'une part, par l'arrivée toujours plus grande de la main-d'œuvre de l'étranger, a établi des conditions draconiennes telles que les travailleurs en sont diminués dans leur dignité et dans leur existence.

Pouvons-nous rester indifférents devant cette volonté patronale qui veut nous réduire à la misère la plus grande. Produire, c'est la part qui nous est léguée sans être assuré de la bouchée de pain pour la famille. Le chômage organisé, qu'il nous fait subir, rend plus odieuse et plus lâche son attitude. Se plaindre ! A qui ? Les puissants sont unis pour dévorer les petits. Notre salut est en nous, il est dans l'énergie que nous saurons dépenser pour acquiescer, non pas le bien-être, le travail n'y a pas droit ; mais le nécessaire pour la vie de nos femmes et des gosses. Travailler et ne pouvoir assurer la vie aux siens, n'est-ce pas là, la suprême injure aux travailleurs. Notre léthargie ou mieux notre lâcheté est la cause de notre malheur. Secouons-nous, dressons-nous et si nous tombons que cela soit au moins en hommes dignes de ses droits et de ses devoirs.

Que les cœurs généreux se lèvent pour entraîner les hésitants, il faut vaincre ou crever.

Le Bureau.

JOLI REGIME !

## Dans les chemins de fer

La pieuvre financière capitaliste qui, depuis longtemps, hélas ! mais plus encore depuis le fléau sanguinaire de 1914, étirent dans ses formidables tentacules notre pauvre société de ses aspirations arrogantes et catastrophiques. Sentant sa fin prochaine, elle n'hésite pas le vieux paysan qui, lui, faisait appeler ses enfants, bien au contraire, dans un défilé de tout dernier ressort, lance ses filets dans un effort spasmodique. J'en prendrai comme preuve aujourd'hui, les firmes ferroviaires qui la représentent de si frappante façon, ne le cédant d'ailleurs en rien sur ce point aux firmes capitalistes en général.

Ayant sous les yeux l'admirable ouvrage de Proudhon écrit en 1868 sur les Réformes à gérer dans l'exploitation des Chemins de Fer, je lis en substance : « Qui interrogerait le public sur les chemins de fer, croirait entendre la voix du chaos. »

Paroles dont la profonde vérité éclate plus fortement encore aujourd'hui, nous faisant ressortir le beau parallélisme entre l'adage ci-dessus, et le suivant du même auteur. Il semblerait que le premier souci des dirigeants de chemin de fer était bien celui des dividendes, laissant de côté l'intérêt public. En effet, quelque peu de réflexion et un peu de psychologie le font comprendre, et il suffisait de lire ce que disait il y a

quelque temps un grand organe du soir à ce sujet pour s'en convaincre.

Aux irréfutables qui viennent arguer du progrès dans les questions vitesse, chauffage, éclairage, etc., il est facile d'opposer la statistique décriée sur la question des tarifs dans les chemins de fer, et nous constatons qu'ils étaient hautement prohibitifs, en rapport au progrès apporté comme confort. La voix du chaos invoquée par Proudhon était là, et l'intérêt public tant clamé officiellement, cédait réellement le pas à l'intérêt privé, apanage des dividendes perpétuels. Le petit confort apporté se trouvait largement compensé par un surcroît de tarification imposé au bon peuple, éternel bouc émissaire dans l'occurrence.

Lorsque, en 1914, les compagnies levèrent 25.000 de leurs agents pour la patrie, était-ce bien avec l'espoir qu'en un retour profitable, elles encaisseraient la fameuse petite, oh combien garantie d'intérêt ! que le gouvernement reconnaissant octroyait largement aux pourvoyeurs. Ce résultat de ces tractations occultes ne se fit pas attendre.

Dans un prochain article l'expliquerai comment. (A suivre).

Le Cheminot fédéraliste.

## Dans le Livre Parisien

Trois jours nous séparent de la date de notre mouvement et déjà, certains patrons, se rendant compte de la volonté des travailleurs du Livre, commencent à nous donner satisfaction.

D'autres, afin de chicaner, répondent aux délégués de leur personnel que notre demande est exagérée et leur offrent une augmentation de 25 centimes.

A ce sujet, on nous informe que les dirigeants confédérés, engagés leurs adhérents à accepter cette augmentation.

Si cela est vrai, nous déclarons que cette trahison ne peut nous émouvoir, attendu que nous sommes habitués à leurs manœuvres.

Partout où les camarades acceptent les 25 centimes, notre revendication restera posée et nous espérons que les confédérés eux-mêmes, « ceux qui paient des cotisations pour la défense de leurs intérêts » seront avec nous, le jour où nous ferons appel à eux pour l'action.

De cette unité dans l'action, dépend le succès de tous, nous comptons sur tous les camarades, sans distinction de tendances.

Le Comité intersyndical de grève.

## Les sales boîtes

A Marseille

L'entrepreneur de maçonnerie Emery fils, 8 rue Rencontre, emploie dans ses divers travaux, environ une soixantaine d'ouvriers maçons, terrassiers et manœuvres.

Pour surveiller ce personnel il y a trois faînètes, au moins trois chefs de chantier qui sont d'une amabilité sévère pour tous.

Le premier, un nommé Paul, est un gueulard sans pareil, sans raison il prend à partie les ouvriers, d'ailleurs c'est tout son travail où il ne sait pas prendre une pelle ou rouler la brouette.

Le deuxième, Collet, fait comme ce dernier, il essaie même de le dépasser afin de mériter la poignée de main du singe.

Le troisième, c'est un foireux, Balama, ainsi qu'il se nomme est vraiment un type intéressant.

Son premier travail consiste à donner le matin le signal du commencement de la journée de misère, c'est-à-dire le coup de sifflet réglementaire. Puis comme il est un gargon aimable, il s'arrange de telle façon qu'il vole une demi-heure sur la journée de chaque ouvrier.

Si un ouvrier s'absente pour aller aux w. c., il va le chercher en lui faisant comprendre que ce n'est pas là son travail.

Quand un ouvrier se blesse dans son travail et qu'il réclame le bon d'assurance, il a soin de renvoyer les deux témoins comme s'ils étaient les responsables de l'accident. Ainsi de nombreux ouvriers qui se blessent n'osent pas aller à l'assurance de crainte de voir leurs témoins balancés.

Nous avertissons le patron et les contre-maîtres de cette boîte que cette façon de traiter les ouvriers ne durera pas.

A bon entendeur salut !

Le Libéraire et ses nombreux amis ne vous lâcheront pas.

## Grèves et Revendications

Grève Géraud-Fouqueray. — Le personnel de cette maison réuni ce matin à la Bourse du travail, après avoir entendu le délégué, décide l'envoi immédiat d'une délégation ouvrière auprès de leur patron. Certain de la solidarité ouvrière manifeste leur pleine confiance dans l'issue du mouvement.

Le Secrétaire.

## PETITE CORRESPONDANCE

Delobel, de Drancy. — Entendu pour le samedi 23 février. — Colomer.

Vorabieff est prêt de prévenir Galina que je ne serai pas dimanche chez moi. Lucia est très bien. Dimanche fer mars, nous vous attendons. Fraternellement. — Lucien Petit.

Dimanche, peux-tu faire une causerie mercredi prochain au Groupe de Courbevoie ? Rendre réponse à Quétiér. — G. Daux.

Boudoux, nous comptons sur toi au 12<sup>e</sup> pour lundi.

R. Fernandez. — Suite renseignements : v. p. « La Bourdonnais », 4 mars ; « Roussillon », 25 mars. De Bordeaux à Halifax ou Saint-John en hiver, pour Québec à partir d'avril : 3<sup>e</sup> classe, entrepôt, 1.770 fr., après obtention visa comme indiqué. — R.-T. Walter.

Jeunesse Syndicaliste du 20<sup>e</sup>. — Les camarades Charlot, Lucien, Robert, Pierrot, Camille, Esperanto, Lemme, Trotzky, Marcot doivent se trouver demain matin, à 9 heures précises, à la porte de Bagnolet.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : ACHILLE LAUSILLE.

Imprimerie spéciale du Libéraire  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

## Communiqués syndicaux

Union des Syndicats Autonomes de la Gironde.

Ce samedi soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail, réunion éducative avec controverse entre militants confédérés, unitaires, autonomes et libertaires, sur « la Valeur constructive du Syndicalisme issu de la charte d'Amiens ; la Vie chère et l'Armée ; l'Unité et les Internationales ».

Quelles que soient les idées émises par les orateurs sur chaque question, aucune obstruction ne sera tolérée.

La séance commencera à 20 h. 30 précises, quel que soit le nombre des personnes présentes.

N. B. — La réunion a été demandée par un groupe de camarades syndiqués.

Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (13<sup>e</sup> Région). — Grand meeting corporatif, salle Fromenteau, rue Horace-Vernet, au Vésinet (près le marché), demain dimanche, à 9 h. 30.

Orateurs de langues française, italienne et polonaise.

Un appel pressant est fait à toutes les autres corporations.

Syndicat Autonome de l'Ameublement. — Permanence ce soir, de 15 heures à 18 heures, au siège, Restaurant, 3, rue Paul-Bert.

Syndicat Autonome des Cordonniers cossu-main. — Le Conseil ayant décidé de revenir sur la première proposition d'une déclaration à faire au Syndicat Unitaire sur les causes du départ et de la constitution de notre Syndicat Autonome, invite tous les partisans de l'autonomie ou non à être présents à cette réunion qui aura lieu ce samedi soir, à 17 heures, salle Bondy, Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau.

Travailleurs de la Pierre. — Les camarades ayant de la copie pour le « Travailleur de la Pierre » sont priés de la faire parvenir pour le 28, dernier délai.

Les deux camarades gratifiés désignés pour la Commission du Comité Intersyndical des Citoyens sont priés d'apporter leur nom au secrétariat, 60, rue Charlot.

« Union des Travailleurs » de Croix-Wasquehal. — Assemblée du mois, dimanche prochain, à 10 heures du matin, 2, rue de l'Ermitage.

Jeunesse Syndicaliste du 20<sup>e</sup>. — La Jeunesse organise, pour le mercredi 25 février, à 20 h. 30, place Saint-Fargeau, une grande conférence : controverse sur : « le Syndicalisme se suffit-il à lui-même ? », par les camarades Verdier et Pécoux.

Prière aux autres Jeunesses de ne rien organiser pour cette date.

Groupe d'Etudes Sociales et Syndicalistes d'Asnières. — Conférence publique sur le Plan Dawes et la Paix, par Ripert, de l'U. S. T. I. C. A., ce samedi soir, à 20 h. 30, place de l'Asile, 1, à Asnières.

Riunione dei Compagni dell'Unione Sindacale Italiana. — I compagni tutti che partecipano al movimento della Unione Sindacale Italiana sono invitati alla riunione che si terrà domenica venturosa (sabato) a rue Château-d'Eau. Nessuno mandato dovendosi esaminare molti problemi importanti in conseguenza delle scioglimento della sede a Milano e dovendosi procedere alla consegna delle tessere 1925. Anche i compagni di qui noi mandando l'indirizzo esatto, non venissero invitati a mezzo posta, sono ugualmente invitati a mezzo del presente comunicato.

DANS LE S. U. B.

SECTION LOCALE D'IVRY. — La Section locale d'Ivry fait un pressant appel aux camarades de la région d'Ivry et de Vitry, pour qu'ils assistent nombreux à la réunion qui aura lieu demain dimanche, à 9 heures du matin, salle Lefebvre, 50, rue de Seine, à Ivry. La Section compte sur tous les camarades, afin de pouvoir se préparer à la lutte contre le tache-ronat, en face du problème de la main-d'œuvre qui est partout violée et le problème de la main-d'œuvre étrangère qui boude l'organisation. Pour tout cela, il est urgent que vous soyez tous présents à cette réunion où nous envisagerons les moyens de défense syndicale.

A cette réunion, il sera fait le tirage de la bicyclette du camarade Millot.

COLOMBES. — Les camarades chargés de la réunion intercorporative du 1<sup>er</sup> mars sont priés de passer d'urgence au bureau du S. U. B.

RAILWAYS. — QUAI D'ORSAY. — L'entrée de la délégation avec le patronat avait donné de bons résultats ; mais, aujourd'hui, les camarades délégués ont été vidés après la réunion de la reprise à 13 heures. La police a même été appelée pour maintenir soi-disant l'ordre.

Tous les copains, charpentiers en fer, se sont solidarisés avec leur délégué et ont tous débarré. Le camarade Italien Fontana, travaillant directement pour la maison Brune, a été solidaire avec son équipe.

Quant aux charpentiers en bois, à eux de faire le nécessaire sur le chantier pour l'action.

Les deux délégués ont été réglés pour leur propagande sur le chantier. A vous tous de faire de l'action.

Les Délégués :  
Pour les Charpentiers en fer.  
Henri (Le Bordelais).

Pour les Charpentiers en bois.  
Lafleur.

Devant cette attitude patronale, que tous soient à la réunion ce soir, à 16 h. 30, à la sortie des ateliers.

APPEL AUX SECTIONS LOCALES INTERCORPORATIVES

Allons les gars du Bâtiment ! Révélez-vous le moment de léthargie que nous subissons depuis trop longtemps à l'ennemi la vitalité syndicale. Je sais bien qu'une matinée prolongée dans un lit bien chaud une fois par semaine n'est pas un luxe ; mais nous n'avons pas le droit d'y songer : le devoir nous appelle pour la bataille quotidienne, pour développer la confiance, pour stimuler les énergies, les militants, les syndicalistes doivent répondre présent. Que chacun de nous fasse cet effort et nous vignons, comme par le passé, vivre nos sections intercorporatives qui doivent être demain la véritable expression du syndicalisme.

C'est pourquoi vous serez tous demain dimanche aux réunions de vos sections qui auront lieu aux salles indiquées ci-dessous : 13<sup>e</sup> arrondissement : 163, boulevard de l'Hôpital. 10<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements : Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau. 18<sup>e</sup> arrondissement : Salle Roudier, 135, rue Duguesclin. Ivry : 50, rue de Seine.

Club du Faubourg. — Cet après-midi, à 14 h. très précises, grande séance au Club du Faubourg, Théâtre du Crystal-Palace, 9, rue de la Fidélité. Mise en accusation du livre : « Chacun son tour ». Accusé : M. Charles Humbert. Défenseur : M. Noël Garnier. Témoins : MM. Victor Marguerite, Henry Torrès, Bousquet, etc.

Aux Conférences du « Parthénon », 64, rue du Rocher, à 21 heures, mercredi 25 courant, M. Camille Spiess parlera de « Nietzsche et la Pensée française ».

Club du Faubourg. — Cet après-midi, à 14 h. très précises, grande séance au Club du Faubourg, Théâtre du Crystal-Palace, 9, rue de la Fidélité. Mise en accusation du livre : « Chacun son tour ». Accusé : M. Charles Humbert. Défenseur : M. Noël Garnier. Témoins : MM. Victor Marguerite, Henry Torrès, Bousquet, etc.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Comité d'Action Libertaire de Lyon. — Demain matin, de 9 h. 30 à 11 h. 30, permanence au local, 17, rue Marignan, pour cotisations, bibliothèque, librairie.

Egalement convoqués : MM. Poincaré et Maginot ont adressé à M. Léo Poldès, président du Club du Faubourg, deux lettres auxquelles M. Charles Humbert répondra lui-même.

Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro : « Crime »). — Ceux qui pensent que, des maintenant, il est nécessaire d'apporter dans leurs relations et leurs occupations le souci de ne nuire ni à leurs camarades, ni à eux-mêmes sont priés de prendre part aux débats qui auront lieu demain, à 14 heures, au Foyer. Y prendront la parole : Grégoire, Grandjean, Mesclon, Julia Bertrand, Mamecasse, Nelli, Borys. Bonquet espérantiste à midi, au cours duquel une causerie sera faite par Guma.

## La Vie de l'Union Anarchiste

### Conseil d'Administration DU LIBERTAIRE

Réunion ce soir, à 21 heures, 9, rue Louis-Blanc, 9.

Étant donné la situation du « Libéraire », il est du devoir de tous les membres d'être présents à d'importantes décisions devant y être prises.

### Comité d'initiative de l'U. A.

Réunion lundi 23, à 20 h. 30, rue Louis-Blanc, 9.

### Paris et banlieue

Groupe du 17<sup>e</sup>. — Lundi 23 courant, à 20 heures et demi, au Café des Sports, 18, rue Brochant, causerie par le camarade Ripol, sur « les Mœurs des Algériens : leurs raisons et les parallèles avec les mœurs des Européens ».

Groupe du 19<sup>e</sup>. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux. Causerie par le camarade Grandcoeur, sur « les Bagnes d'Enfants ». Appel aux sympathisants.

Gruppo Anarchico « Pietro-Gori ». — Si avvertito i compagni iscritti al gruppo di non mancare alla riunione di questa sera dovendosi discutere sulla riorganizzazione del Gruppo stesso.

Groupe de Libre-Pensée et d'Etudes Sociales de Beaucourt. — Controverse publique, jeudi 26 février, à 20 h. 30, salle du Beaucourt-Palace, rue de Pontoise, Orateurs : l'abbé Voillet, le pasteur Segond, Charles-Auguste Bontemps.

Sujet : « Catholicisme et Protestantisme ont-ils contribué au bonheur du Peuple ? » Le Groupe de Libre-Pensée et d'Etudes Sociales adresse une cordiale invitation à tous.

La Famille Nouvelle. — Réunion de tous les délégués au Conseil ou non, ce samedi soir, à 21 heures, au restaurant « la Solidarité », rue de Meaux.

La présence de tous est indispensable. Ordre du jour : Le Jugement.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Réunion extraordinaire du Groupe, demain dimanche, à 10 heures,